



## RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

### MARCHÉ PUBLIC DE MAÎTRISE D'OEUVRE

---

**Mission de Maitrise d'œuvre pour une opération  
consistant au remplacement de la GTB, d'installation  
de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE  
pour la Caf de l'Isère**

---

---













Date et heure limites de réception des offres :

---

**mardi 24 février 2026 à 12:00**

**Caf de l'Isère**  
3 Rue des alliés  
TSA 38429  
38051 GRENOBLE CEDEX 9

## L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	<b>Objet</b>	Mission de Maitrise d'œuvre pour une opération consistant au remplacement de la GTB, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère
	<b>Mode de passation</b>	Procédure adaptée ouverte
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Délai de validité des offres</b>	90 jours
	<b>Forme de groupement</b>	Groupement conjoint avec mandataire solidaire
	<b>Variantes</b>	Sans
	<b>PSE</b>	Sans
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	30 mois
	<b>Négociation</b>	Avec
	<b>Visite sur site</b>	Visite obligatoire

## SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Mode de passation .....	4
1.3 - Type et forme de contrat .....	4
1.4 - Décomposition de la consultation .....	4
1.5 - Nomenclature .....	5
2 - Conditions de la consultation .....	5
2.1 - Délai de validité des offres .....	5
2.2 - Forme juridique du groupement .....	5
2.3 - Variantes .....	5
2.4 - Développement durable .....	5
3 - Les intervenants.....	6
3.1 - Conduite d'opération .....	6
3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier.....	6
3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie .....	6
3.4 - Contrôle technique .....	6
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs .....	6
4 - Conditions relatives au contrat.....	6
4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....	6
4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Contenu du dossier de consultation.....	6
6 - Présentation des candidatures et des offres .....	8
6.1 - Documents à produire .....	8
6.2 - Visites sur site .....	10
7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis .....	10
7.1 - Transmission électronique.....	10
7.2 - Transmission sous support papier.....	13
8 - Examen des candidatures et des offres .....	13
8.1 - Sélection des candidatures .....	13
8.2 - Attribution des marchés.....	13
8.3 - Suite à donner à la consultation .....	14
9 - Récompenses .....	15
10 - Renseignements complémentaires .....	15
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact .....	15
10.2 - Procédures de recours .....	15

# 1 - Objet et étendue de la consultation

## 1.1 - Objet

Le présent marché est soumis à la réglementation applicable aux marchés publics à savoir :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés passés par les organismes de Sécurité sociale,
- le Code de la commande publique issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

La présente consultation concerne :

**Mission de Maitrise d'œuvre pour une opération consistant au remplacement de la GTB, d'installation de panneaux photovoltaïques et de bornes IRVE pour la Caf de l'Isère**

Afin d'améliorer la performance thermique et énergétique du bâtiment de la Caf de l'Isère situé 3 rue des alliés à Grenoble, la Caf de l'Isère souhaite confier une mission de maitrise d'œuvre pour assurer les travaux suivants :

- Remplacement intégral de la GTB
- Mise en place de panneaux photovoltaïques
- Mise en place de bornes de recharges électriques sur 5% des places de stationnement et selon le descriptif du programme technique réalisé par l'Ucanss.

L'opération est principalement financée par la Cnaf, qui confirme sa participation après analyse du dossier d'avant-projet (APD).

Le budget des travaux est estimé à 600 000 € HT.

Il est précisé que les travaux seront réalisés en site occupé, toutes les mesures nécessaires devront être prises pour que ceux-ci ne puissent gêner les utilisateurs et les travaux sur le TGBT seront à prévoir les samedis. Le site ne pourra subir aucune coupure électronique durant les heures travaillées.

Lieu(x) d'exécution :

Caf de l'Isère

3 rue des alliés

38000 Grenoble

## 1.2 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

## 1.3 - Type et forme de contrat

Il s'agit d'un marché ordinaire.

## 1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas lancer la consultation en lots séparés pour les motifs suivants : une seule et même opération globale à réaliser.

## 1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
71300000-1	Services d'ingénierie
71000000-8	Services d'architecture, services de construction, services d'ingénierie et services d'inspection

## 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 90 jours à compter de la date limite de réception des offres.

### 2.2 - Forme juridique du groupement

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la forme souhaitée par le pouvoir adjudicateur est un groupement conjoint avec mandataire solidaire. Si le groupement attributaire est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque cotraitant ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du Pouvoir Adjudicateur pour l'exécution des marchés (article R.2142-24 du décret du 3 décembre 2018)

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant en qualité de membres de plusieurs groupements.

Les tâches suivantes seront effectuées par un ou plusieurs membres du groupement dans les conditions suivantes :

Le candidat (prestataire unique ou groupement avec mandataire) devra obligatoirement justifier des compétences citées à l'article 6.1 du règlement de consultation, au risque de voir sa candidature rejetée.

L'absence d'une des compétences identifiées à l'article 6.1 du RC (certificats ou compétence) rend la candidature non valide.

### 2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

### 2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP. Le respect de ces dispositions est une condition de la conformité de l'offre. Une offre comportant des réserves ou ne respectant pas ces conditions d'exécution particulières sera déclarée irrégulière au motif du non-respect du cahier des charges.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

### 3 - Les intervenants

#### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

#### 3.2 - Ordonnancement, Pilotage et Coordination du chantier

La mission d'ordonnancement, pilotage et coordination du chantier est assurée par le maître d'œuvre.

#### 3.3 - Coordination des systèmes de sécurité incendie

La coordination des systèmes de sécurité incendie est assurée par le maître d'œuvre.

#### 3.4 - Contrôle technique

Le contrôleur technique sera désigné ultérieurement.

#### 3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau II sera assurée par un coordonnateur désigné ultérieurement.

### 4 - Conditions relatives au contrat

#### 4.1 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations seront financées selon les modalités suivantes : sur fond nationaux et fond local.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer aux bénéfices de l'avance prévue au CCP, ils doivent le préciser à l'acte d'engagement.

#### 4.2 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité et les mesures particulières de sécurité prévues pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de ces obligations de confidentialité et de sécurité.

### 5 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Recherche dans les enrobés bitumineux de l'amiante
- Suivi état de conservation des matériaux ou produits contenant de l'amiante
- Le règlement de la consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes

- Le programme technique de l'opération
- L'attestation de visite

***Il est précisé qu'un complément de diagnostic amiante avant travaux pourrait être réalisé en complément de celui adressé au DCE et si cela s'avérait nécessaire pour la réalisation des travaux ou de la mission confiée au Maître d'œuvre.***

Il est remis gratuitement à chaque candidat.

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Les documents de la consultation sont accessibles uniquement par voie électronique sur la plateforme des achats de l'Etat (PLACE) ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)). Ils sont remis gratuitement à chaque candidat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Pour cela, il est donc nécessaire de s'identifier sur la plateforme et de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse. A défaut, les candidats doivent consulter quotidiennement la plateforme PLACE afin de se tenir informés.

L'adresse électronique communiquée par le candidat correspondant à une boîte aux lettres fonctionnelle valide et partagée est celle utilisée pour tous les échanges avec les candidats.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Il est précisé que les données nominatives collectées par les différents formulaires sont destinées à la Caf de l'Isère. Le candidat est donc réputé avoir été informé que la Caf de l'Isère est responsable du traitement des données ainsi collectées. Il doit donc exercer son droit d'accès, de modification et de suppression directement auprès des services compétents de la Caf.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par le pouvoir adjudicateur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse électronique qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Pour cela, il est donc nécessaire de s'identifier sur la plateforme et de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

## 6 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

En application de l'article R2143-13, les candidats qui utilisent un système électronique de mise à disposition d'informations ou un espace de stockage numérique ne sont pas tenus de fournir l'ensemble de ces documents et renseignements, dès lors qu'ils communiquent dans le dossier de candidature toutes informations nécessaires à la consultation de ce système ou espace. L'accès à ce système doit être gratuit.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

### 6.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Extrait k bis ou autre document attestant la personne ayant le pouvoir d'engager la société	Non
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail	Non

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :



Libellés	Signature
Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années	Non
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour justifier des compétences minimales attendues, présentation des justificatifs de formation, certificats de qualifications professionnelles ou preuve de la capacité du candidat par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de services attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

Certificats de qualifications et/ou de qualité demandés aux candidats :

Libellés	Signature
Diplôme architecte DPLG et inscrit conformément aux dispositions des articles 10 et 11 de la loi n°77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecte	Non
Compétence en Economie de la construction	Non
Compétence en Fondations et structure	Non
Compétence en Voirie et réseau divers	Non
Compétence Thermique	Non
Compétence en Chauffage, Climatisation et ventilation	Non
Compétence Plomberie	Non
Compétence en Électricité (courants forts et faibles)	Non
Compétence en systèmes de sécurité incendie	Non
Compétence en désamiantage	Non
Compétence en OPC	Non

Chacun des certificats précités pourra faire l'objet d'équivalence. Les entreprises étrangères pourront quant à elles fournir ceux délivrés par les organismes de leur état d'origine.

Pour présenter leur candidature, les candidats utilisent soit les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site [www.economie.gouv.fr](http://www.economie.gouv.fr), soit le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) et ses annexes	Oui
L'attestation de visite	Oui
Cadre mémoire technique dûment rempli et signé par le candidat pour réaliser le projet	Oui

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

## 6.2 - Visites sur site

**Une visite sur site est obligatoire. L'offre d'un candidat qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.**

Les conditions de visites sont les suivantes :

Une visite du site est obligatoire afin que le titulaire puisse prendre connaissance de la constitution du bâtiment et des travaux à réaliser.

Les conditions de visites sont les suivantes :

**Les candidats devront faire une demande préalable pour prendre rendez-vous : par courriel [achatspatrimoine@caf38.caf.fr](mailto:achatspatrimoine@caf38.caf.fr) et selon les dates suivantes :**

- 03/02/2026 à 14h00
- 10/02/2026 à 14h00
- 13/02/2026 à 10h00

Il est précisé que lors de la visite, si le candidat émet des questions, celles-ci devront être réalisées obligatoirement sur la plateforme de PLACE ou pourront être recensées par notre référent Caf lors de la visite et auxquelles les réponses seront apportées et publiées sur la plateforme PLACE.

## 7 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

### 7.1 - Transmission électronique

Pour cette consultation, seuls sont autorisés les dépôts électroniques à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats ou les soumissionnaires trouveront dans la rubrique "aide" de PLACE plusieurs documents et informations :

- guide utilisateur téléchargeable, précisant les conditions d'utilisation de la plate-forme des achats de l'Etat, notamment les pré requis techniques et certificats électroniques
- mode opératoire DUME pour les opérateurs
- assistance téléphonique
- module d'autoformation à destination des opérateurs

- foire aux questions
- lien vers des documents de référence
- outils informatiques

**Les candidats ou les soumissionnaires sont invités à tester** la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils doivent également prévoir le temps nécessaire pour que le dépôt soit effectif dans le délai fixé par l'acheteur, notamment lorsque les fichiers sont volumineux et/ou si le réseau a un faible débit. Attention, les plis dont le téléchargement a commencé avant la date et l'heure limite mais s'est achevé hors délai sont éliminés par l'acheteur.

Par ailleurs, la plate-forme déconnecte automatiquement l'utilisateur en cas d'inactivité supérieure à trente minutes.

Les candidats ou les soumissionnaires ont la possibilité de poser des questions sur les documents de la consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception est adressé au candidat/soumissionnaire par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue à l'acheteur.

L'opérateur économique s'assure que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

#### Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats images .jpg, .png et les documents au format .html.

Le candidat ou le soumissionnaire ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, notamment : .exe, .com, .scr
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts

La taille de chaque fichier déposé par les entreprises ne peut excéder 1 Go.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

#### **Copie de sauvegarde :**

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;

- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Caf de l'Isère

Pôle achats/marchés

3 Rue des Alliés

TSA 38429

38051 GRENOBLE CEDEX 9

**Recommandation technique :** \* dans l'hypothèse où les candidats prévoient d'insérer dans l'enveloppe relative à la candidature et à l'offre des documents qui ne sont pas des fichiers informatiques, ils doivent les scanner avec une définition adaptée à la fois à la lisibilité et au poids de l'image obtenue.

Tout fichier constitutif de la candidature et de l'offre devra être traité préalablement avec un antivirus.\* concernant la dénomination et contenu de l'enveloppe comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre- L'enveloppe unique pourra être présentée sous la forme d'un fichier au format zip et contiendra les justifications à produire par le candidat ainsi que les pièces constitutives de l'offre conformément à l'article 6 du règlement de la consultation.

Pour constituer l'enveloppe unique, créer un fichier .ZIP nommé : marché\_candidat\_candidature-offre.zip avec : le nom du marché = référence du marché candidat = nom du candidat et contenant l'ensemble des pièces énoncées et demandées au règlement de la consultation, dont celles signées.

Les pièces dûment complétées, converties au format PDF, seront nommées : marché\_candidat\_désignation.pdf avec : référence du marché candidat = nom du candidat désignation = désignation significative et suffisamment explicite du contenu de la pièce.

Exemple : DC1, DC2, attestation, AE pour acte d'engagement, DE pour devis estimatif, mémoire, BP pour bordereau des prix, ...Si nécessaire, pour faciliter la lecture des pièces, le soumissionnaire pourra proposer un glossaire des désignations constitutives de son dossier électronique.

Attention : tous les documents contenus dans un fichier ZIP doivent être signés si la signature est demandée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises (DCE).

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique de l'offre est possible mais n'est pas obligatoire. Seul le candidat informé que son offre est retenue sera tenu de signer l'acte d'engagement (signature manuscrite). Le candidat peut toutefois choisir de signer son offre dès le dépôt de sa candidature. Dans ce cas, il signera individuellement l'acte d'engagement (présent dans le dossier de consultation des entreprises) au moyen d'un certificat de signature électronique permettant d'authentifier la signature du représentant de l'entreprise. La signature électronique doit être conforme aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. La signature est au format XAdES, PAdES ou CAdES

### **Re matérialisation :**

Dans l'hypothèse où le pouvoir adjudicateur ne disposerait pas de certificat de signature électronique au moment de la signature du marché, les candidats sont informés qu'il sera procédé

d'une re-matérialisation de cette offre par la signature de l'acte d'engagement sous forme papier. Cette re-matérialisation consistera en la signature manuscrite par le prestataire et le représentant de l'acheteur du contrat puis en la transmission par voie électronique du document papier signé scanné.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

#### **Apposition de la signature électronique :**

Conformément à l'article 4 de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le signataire utilise l'outil de signature de son choix pour apposer sa signature. Dans ce cas, il en permet la vérification en transmettant les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégralité du document et ce gratuitement.



**Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite**

## **7.2 - Transmission sous support papier**

Conformément à l'article R2132-7 du code de la commande publique, les plis doivent obligatoirement être remis par voie dématérialisée via la plateforme "PLACE" hormis l'envoi de la copie de sauvegarde (R2132-11 du code susvisé). Toute candidature transmise sur support papier par voie postale sera déclarée irrégulière, sauf impossibilité technique attestée par la plateforme.

# **8 - Examen des candidatures et des offres**

## **8.1 - Sélection des candidatures**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 8 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

## **8.2 - Attribution des marchés**

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée.

Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

**Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :**

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	45.0
2-Valeur technique	50.0
2.1- <i>Planning général du projet de l'opération et délai d'exécution des éléments de mission</i>	15.0
2.2- <i>Méthodologie et organisation mises en place pour le projet</i>	25.0
2.3- <i>Description de l'équipe dédiée à l'opération (avec compétence OPQBI - OPQTEC et expérience CV – diplôme)</i>	10.0
3-Démarche environnementale envisageable dans le projet (conception et réalisation)	5.0

Pour la notation de la valeur technique :

Le critère valeur technique 50 sera analysé selon les éléments transmis par le candidat dans le cadre mémoire technique de son offre.

Les modalités de calcul pour le critère prix sont les suivants :

- l'entreprise la moins-disante (Ese A) obtient la note maximale de 45 points.

La note des autres entreprise est calculée comme suit : ((prix Ese A/prix Ese B)\* 45 points)

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

### **8.3 - Suite à donner à la consultation**

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur engagera des négociations avec les 2 ou 3 premiers candidats sélectionnés (maximum 3 et limite de réception à 2 qu'en cas d'éléments objectifs).

Toutefois, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales, sans négociation.

Dans ce cas, les négociations auront lieu dans les 30 jours qui suivent la date limite de remise des offres, en présentiel sur le site « Centre social les Alpins » à Grenoble et devant donner lieu à confirmation écrite et pourront porter sur les éléments suivants :

- aspect technique ;
- modalités de mise en œuvre ;
- prix.

Il est précisé que les deux ou trois premiers candidats retenus devront présenter leur projet à l'équipe de "suivie de projet" et devront être disponibles aux dates suivantes :

**le 10/03/2026 matin entre 08h30 et 15h30**

au Centre social les Alpins 10 rue René Lesage -38100 Grenoble.

Un courrier sera adressé sur la plateforme "PLACE" pour informer les candidats concernés par cette présentation et de la date et horaire de passage.

A l'issue de cette phase de présentation/négociation, toute proposition complémentaire ou modificative de l'offre de base devra être transmise par courriel au pouvoir adjudicateur et ce dans le délai fixé par l'écrit invitant le candidat à améliorer son offre.

Dans le cas où le montant total de l'offre serait modifié, la nouvelle proposition devra inclure un nouvel acte d'engagement.

L'attribution du marché de maîtrise d'œuvre est prononcée par le pouvoir adjudicateur.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 8 jours.

La Caf de l'Isère se réserve le droit de ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

## **9 - Récompenses**

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats admis à remettre des prestations et non retenus.

## **10 - Renseignements complémentaires**

### **10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact**

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

### **10.2 - Procédures de recours**

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal judiciaire

67 rue Servient

69003 LYON

Les voies de recours ouvertes aux candidats sont les suivantes :

- Référé précontractuel prévu à l'article 1441-2 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu à l'article 1441-3 du Code de procédure civile, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article précité.